

CONDITIONS GENERALES CONVENTION D'ÉMISSION DE PRÉLÈVEMENTS SEPA INTERENTREPRISES (B2B)

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir et préciser les conditions relatives à l'émission par le CLIENT en qualité de créancier et à l'exécution par la Caisse d'Épargne de prélèvements SEPA Interentreprises, ponctuels ou récurrents.

L'émission de prélèvement SEPA Interentreprises s'effectuera par voie d'échange de données informatisées (EDI).

Les modalités d'accès et les conditions d'utilisation par le CLIENT des services par voie d'échange de données informatisées (EDI) sont précisées par conventions séparées (convention de compte courant, convention EDI ...).

Les présentes Conditions Générales et les Conditions Particulières forment l'intégralité de la Convention d'Émission de Prélèvements SEPA Interentreprises, ci-après dénommée la « présente Convention » ou la « Convention ».

Il est précisé qu'à défaut des dispositions spécifiques prévues à la présente Convention, les dispositions de la Convention de Compte Courant, de l'avenant à la convention de compte courant et des conventions visées ci-dessus signées par actes séparés par le CLIENT, s'appliquent aux prélèvements SEPA Interentreprises.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

2-1) **Obligations du CLIENT**

Avant toute émission d'ordres de prélèvements SEPA Interentreprises, le CLIENT devra :

- ✓ s'assurer de la collecte des BIC IBAN auprès de ses débiteurs ou tiers débiteurs et vérifier la cohérence du format des IBAN, notamment en vérifiant la clé de contrôle,
- ✓ se conformer aux modalités de fonctionnement des services et aux obligations décrites ci-après,

Par conséquent, le CLIENT s'engage à :

- 1) prendre connaissance des règles de fonctionnement du prélèvement SEPA Interentreprises (brochure CFONB « le prélèvement SEPA Interentreprises », le « guide d'utilisation du standard ISO 20022 pour des remises informatisées d'ordres de prélèvements SEPA » (pour la constitution des fichiers d'ordres) ainsi que le « guide d'utilisation du standard ISO 20022 pour des relevés d'opérations de prélèvements SEPA »),
Ces documents sont disponibles sur le site Internet du CFONB (www.cfonb.org),
- 2) communiquer à la Caisse d'Épargne son Identifiant Créancier SEPA (*un seul ICS étant délivré pour l'ensemble des pays de la zone SEPA*) ou, à défaut, se doter d'un Identifiant Créancier SEPA (Cf. fiche n°2 de la Brochure CFONB). *Pour tout ICS délivré hors de France, le créancier devra communiquer à la Caisse d'Épargne un certificat de délivrance.*
- 3) doter chacun des mandats d'une Référence Unique (RUM) attribuée selon les règles de son choix,
- 4) proposer ce mode de paiement uniquement à des débiteurs ou tiers débiteurs non consommateurs (personnes physiques ou morales agissant dans le cadre de leur activité commerciale, professionnelle ou associative),
- 5) ne pas migrer un prélèvement national, ni muter un prélèvement SEPA vers un prélèvement SEPA Interentreprises,
- 6) reproduire sur son formulaire de mandat les données, leur ordonnancement et les mentions obligatoires du mandat établies par l'EPC (Cf. fiche n° 4 de la Brochure CFONB). Le client peut utiliser le modèle de formulaire figurant en annexe.

Il est rappelé au CLIENT qu'il ne peut mentionner sur ledit formulaire aucune information erronée, notamment l'impossibilité pour le débiteur de révoquer le mandat de prélèvement, ni prendre des

- engagements pour le compte de sa Caisse d'Épargne ou de la banque du débiteur, sauf accord de ces dernières,
- 7) produire son formulaire de mandat pour validation par la Caisse d'Épargne avant toute utilisation,
 - 8) faire compléter et/ou vérifier et signer le mandat de prélèvement SEPA Interentreprises par le débiteur non consommateur,
 - 9) n'émettre des prélèvements SEPA Interentreprises qu'après avoir reçu du débiteur non consommateur un mandat signé l'autorisant à en émettre au débit de son compte bancaire et après lui avoir communiqué la RUM correspondant à ce mandat. Il est recommandé au créancier de rappeler à son débiteur d'informer la banque, auprès de laquelle le prélèvement sera émis, de la signature du mandat. Si la banque du débiteur n'est pas informée, le prélèvement sera rejeté.
 - 10) notifier tout prélèvement SEPA Interentreprises au débiteur au moins 14 jours calendaires (sauf accord bilatéral sur un délai différent) avant sa date d'échéance et par tout moyen : facture, avis, échéancier...
 - 11) respecter les délais de remise convenus avec la Caisse d'Épargne afin qu'elle puisse prendre en charge les opérations et les acheminer à bonne date,
 - 12) mettre à la disposition des débiteurs les coordonnées (point de contact) permettant à ceux qui le souhaitent de modifier ou de révoquer un mandat de prélèvement SEPA Interentreprises existant,
 - 13) mettre à la disposition des débiteurs les coordonnées (point de contact) permettant à ceux qui le souhaitent de faire une réclamation relative à ce moyen de paiement,
 - 14) indiquer dans le mandat son nom ou sa dénomination commerciale devant apparaître dans les ordres de prélèvement SEPA Interentreprises et figurer dans l'information restituée au débiteur,
 - 15) conserver le mandat sous forme papier ou électronique selon la durée de vie du mandat et les règles d'archivage en vigueur dans son pays,
 - 16) traiter tout différend directement avec le débiteur,
 - 17) surseoir à la transmission de l'ordre de prélèvement SEPA Interentreprises sur demande du débiteur ou émettre une instruction en vue du rappel ou de la demande d'annulation de l'ordre de prélèvement Interentreprises initial,
 - 18) cesser d'émettre tout prélèvement SEPA Interentreprises en cas de retrait de consentement ou de révocation du mandat de prélèvement SEPA Interentreprises par le débiteur,
 - 19) à la fin du mandat, conserver celui-ci au minimum 14 mois après la date d'échéance du dernier prélèvement émis. Ce délai correspond à la période de contestation de l'opération au motif « opération non autorisée ou erronée » (délai de 13 mois après le débit du compte du débiteur) à laquelle s'ajoute le délai « d'enquête pour opération non autorisée ou erronée » (délai maximum de 20 Jours Ouvrés Bancaires après la date de contestation du débiteur),
 - 20) considérer comme caduc tout mandat n'ayant pas fait l'objet d'ordre de prélèvement SEPA Interentreprises depuis plus de 36 mois,
 - 21) n'émettre qu'un seul prélèvement SEPA Interentreprises en cas de mandat ponctuel,
 - 22) insérer dans les ordres de prélèvements SEPA Interentreprises certaines données dématérialisées du mandat sans altération et intégrer toute modification des données du mandat, reçue du débiteur ou du fait du CLIENT, par exemple du fait d'évolution de sa dénomination sociale ou de son nom ou sa dénomination commerciale ; dans ce cas, le CLIENT doit impérativement contacter la Caisse d'Épargne pour examiner avec elle les conséquences de ce changement (Cf. fiche n° 4 de la Brochure CFONB). Le créancier doit conserver la preuve et l'historique des éléments relatifs aux changements de données du mandat afin d'être en mesure de répondre aux demandes éventuelles des banques de débiteurs. Le mandat existant reste valide.
 - 23) ne pas remettre à la Caisse d'Épargne d'ordres de prélèvement SEPA Interentreprises tant que les obligations ci-dessus ne sont pas satisfaites,
 - 24) respecter les délais de présentation du prélèvement SEPA Interentreprises en fonction du type d'opération,
 - 25) accepter, pour les prélèvements SEPA Interentreprises, **les rejets présentés à la Caisse d'Épargne par la banque du débiteur avant le règlement** (Cf. fiche n° 6.1 de la Brochure CFONB) et leur contrepassation sur son compte,
 - 26) accepter, pour les prélèvements SEPA Interentreprises **les retours présentés à la Caisse d'Épargne par la banque du débiteur durant un délai de deux Jours Ouvrés Bancaires** (Jour Ouvré Bancaire : jour d'ouverture des systèmes d'échanges interbancaires) **après le règlement et leur contrepassation sur son compte,**
 - 27) mettre le mandat ou toute preuve d'existence du mandat à disposition de la Caisse d'Épargne si celle-ci le lui demande selon les modalités convenues avec la Caisse d'Épargne (Cf. fiche n° 7 de la Brochure CFONB). A défaut, le Client s'engage à en assumer l'entière responsabilité,
 - 29) **répondre sous 7 Jours Ouvrés Bancaires à toute demande d'enquête pour opération non autorisée ou erronée relative à un prélèvement SEPA Interentreprises**, déclenchée dans **un délai de 13 mois après le débit du compte du débiteur** (Cf. fiche n°7 de la Brochure CFONB). A défaut de réponse sous 7 jours, le Client accepte le débit.
 - 30) accepter le débit d'une opération, préalablement créditée sur le compte et considérée comme non autorisée ou erronée après recherche de preuve. Le montant de cette opération sera majoré des intérêts compensatoires demandés par la banque du débiteur, dans un délai de 13 mois après le débit du compte du débiteur auquel s'ajoute un délai de 20 Jours Ouvrés Bancaires maximum de la procédure de contestation.

Le CLIENT s'engage à payer, à première demande, à la Caisse d'Épargne toutes sommes dues au titre des demandes de remboursement d'opérations non autorisées ou erronées, visées à l'article 2-2 ci-dessous, que la Caisse d'Épargne aura dû honorer notamment après la clôture du compte. En cas de retard de paiement, ces sommes produiront intérêts au taux de l'intérêt légal majoré de 3 % et ce jusqu'au complet règlement. Les intérêts dus pour une année entière produiront eux-mêmes intérêts au même taux conformément à l'article 1154 du code civil.

Afin de respecter les modalités de fonctionnement des services et les obligations décrites ci-dessus, il est recommandé au CLIENT de disposer d'un outil de gestion de mandats et de génération de prélèvements SEPA Interentreprises. Dans le cas contraire, le CLIENT s'expose à ne pas pouvoir respecter les règles lors de l'émission de prélèvement SEPA Interentreprises. Le Règlement 260/2012 (dit « End Date ») du 14 mars 2012 oblige la remise de prélèvements SEPA Interentreprises au format XML ISO 20022 pain.008.

En cas de non-respect par le CLIENT de ces règles, la Caisse d'Épargne ne peut accepter ses avis de prélèvements SEPA Interentreprises et le lui notifie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En outre, la Caisse d'Épargne dispose de la faculté de refuser de présenter ses avis de prélèvements SEPA Interentreprises au paiement et en avisera le CFONB (Cf. fiche n°9 de la Brochure CFONB). Elle disposera également de la faculté de résilier la présente convention dans les conditions de l'article 9 ci-dessous.

2-2) Obligations de la Caisse d'Épargne

Avant toute émission d'ordres de prélèvement SEPA Interentreprises, la Caisse d'Épargne doit s'assurer :

- selon ses critères d'appréciation de la qualité de son client créancier,
- de l'existence ou de l'attribution d'un identifiant créancier SEPA.

Elle assume l'entière responsabilité des prélèvements SEPA Interentreprises qu'elle présente au paiement. En conséquence, elle s'engage à accepter tous les retours émis par la banque du débiteur dans les délais règlementaires et sous réserve de la bonne application de la procédure décrite en fiche N°7 de la brochure CFONB. Les montants seront immédiatement débités sur le compte du créancier.

La Caisse d'Épargne s'engage à respecter les règles de fonctionnement du prélèvement SEPA Interentreprises.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE TRANSFERT ET D'EXÉCUTION DES FICHIERS D'ORDRES DE PRÉLÈVEMENT SEPA INTERENTREPRISES

3-1) Modalités de transfert des fichiers d'ordres

3-1.1 Transfert des fichiers à l'aide des protocoles de communication, EBICS, Pe SIT hors SIT, SWIFTNet FileAct ou via le service e-remises

Ce transfert de fichiers doit faire l'objet d'une confirmation de l'ordre de prélèvement SEPA Interentreprises.

Cette confirmation prend la forme :

- d'une signature électronique avec saisie du code confidentiel, conformément aux habilitations définies en annexes de la présente Convention ou de la convention EDI ou des protocoles de communication concernés le cas échéant,
- ou d'une télécopie de confirmation revêtue de la ou des signatures accréditées (en mode dégradé).
Il est précisé que le CLIENT donne mandat à la Caisse d'Épargne de procéder à l'exécution de tous les ordres de prélèvement SEPA Interentreprises signés électroniquement à l'aide d'un certificat en cours de validité selon les modalités décrites par actes séparés.

Sauf limites stipulées aux annexes relatives aux «habilitations de signature», les personnes habilitées par le CLIENT à remettre et/ou à signer les ordres sont réputées avoir tous pouvoirs. Elles sont donc réputées agir par délégation et sous l'entière responsabilité du CLIENT.

La confirmation des ordres par télécopie doit contenir :

- Par fichier :
 - la nature de l'opération (prélèvement SEPA Interentreprises)
 - le montant total
- Par remise :
 - le type d'opération,
 - le numéro de compte du donneur d'ordre,
 - la date d'échéance,
 - le nombre d'opérations,
 - le montant global de la remise.

L'application de cette procédure par le CLIENT vaut consentement de ce dernier à l'exécution de l'opération.

Par ailleurs, à défaut de dispositions contraires spécifiques, la Caisse d'Épargne n'exécutera pas les instructions transmises et confirmées autrement que par signature électronique ou télécopie, notamment celles confirmées verbalement, par téléphone, ou par courriel.

De plus, il est précisé que la Caisse d'Épargne est déchargée de toute responsabilité pour l'exécution, une seconde fois, de l'ordre transmis deux fois par le CLIENT :

- à l'aide des protocoles de communication et/ou des services EDI, avec confirmation,
- et par courrier ou par télécopie,

sans qu'il soit fait expressément mention qu'il s'agissait du même ordre.

Dans le cas où la Caisse d'Épargne exécuterait l'ordre, la télécopie en sa possession, le fichier EDI, la confirmation de l'ordre par signature électronique constitueront, sauf preuve contraire, le mode de preuve du contenu et de la transmission des instructions du CLIENT ; ils engageront celui-ci dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets juridiques qu'un écrit comportant une signature manuscrite.

3-2) Révocation des ordres de prélèvements SEPA Interentreprises

La demande de révocation doit être reçue par la Caisse d'Épargne avant que celle-ci ait transmis l'ordre à la banque du débiteur. La révocation se fait pour l'ensemble de la remise.

Par la révocation, le CLIENT retire l'instruction donnée à l'exécution d'un ordre de prélèvement SEPA ou à une série d'ordres de prélèvement SEPA Interentreprises.

La révocation d'un ordre ou de plusieurs ordres de prélèvement SEPA Interentreprises doit être formalisée par télécopie auprès de la Caisse d'Épargne qui gère le compte.

La Caisse d'Épargne peut prélever des frais pour cette révocation. Le cas échéant, ces frais sont précisés dans les Conditions Particulières de la présente Convention.

3-3) Moment de réception des fichiers d'ordres de prélèvement SEPA Interentreprises

3-3.1- Le moment de réception d'un fichier d'ordres de prélèvement SEPA Interentreprises transmis par voie d'Echanges de Données Informatisées (EDI), correspond au jour ouvrable de réception par la Caisse d'Épargne des éléments suivants:

- le fichier adressé par le CLIENT remettant et dont la syntaxe est correcte,
- la date d'échéance souhaitée,
- du respect du délai interbancaire,
- de la signature électronique ou à défaut du fax de confirmation des ordres de prélèvement SEPA Interentreprises.

Il est précisé que la date d'échéance souhaitée ne pourra être respectée par la Caisse d'Épargne que sous réserve du respect des délais de remise fixés à l'article 3 des Conditions Particulières de la présente Convention.

3-3.2- Toutefois, si le moment de réception ou le jour convenu n'est pas un Jour Ouvrable, ou si l'heure limite telle que définie par la Caisse d'Épargne à l'article 3 des Conditions Particulières de la présente Convention est dépassée, le fichier d'ordres est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

Il est convenu que le CLIENT peut être informé par la Caisse d'Épargne de la date et de l'heure de réception du fichier d'ordres de paiement sur demande de celui-ci.

A toutes fins utiles, il est précisé que les ordres contenus dans un fichier non reçu ne pourront pas être exécutés.

3-4) Spécificités d'exécution d'un ordre de prélèvement SEPA Interentreprises

Dès réception de la remise selon l'article 3-3.1, la Caisse d'Épargne transmettra l'ordre de prélèvement à la banque du débiteur dans le respect des délais d'échanges interbancaires en fonction de la date d'échéance souhaitée. La transmission de l'ordre se fera au plus tôt 14 jours calendaires avant la date d'échéance et au plus tard un Jour Ouvré Bancaire avant cette date, pour les prélèvements SEPA Interentreprises ponctuels ou récurrents (premiers, suivants et finaux), sous condition du respect des délais de remise précisés à l'article 3 des Conditions Particulières. A défaut, la Caisse d'Épargne transmettra au mieux.

3-5) Identifiant unique

Un ordre de prélèvement SEPA Interentreprises est exécuté conformément à l'identifiant unique indiqué par le CLIENT dans son ordre de paiement. Aussi, ce dernier doit obligatoirement indiquer :

- ✓ l'identifiant international composé du BIC (Bank Identifier Code) de la Caisse d'Épargne du bénéficiaire et de l'IBAN (International Bank Account Number) du compte du bénéficiaire,
- ✓ complété de l'ICS (Identifiant Créancier SEPA) et le cas échéant, du NNE (Numéro National Emetteur) du créancier.

A défaut, l'opération ne pourra pas être exécutée.

A partir du 1^{er} février 2014 pour les opérations de prélèvement nationales et du 1^{er} février 2016 pour les opérations de prélèvement transfrontalières, le CLIENT pourra fournir uniquement son IBAN et celui du débiteur dans son ordre de prélèvement.

ARTICLE 4 – CLIENT MANDATAIRE

Si le CLIENT intervient, en qualité de mandataire, pour le compte d'une ou plusieurs sociétés du groupe auquel il appartient (ci-après les « Sociétés du Groupe») pour bénéficier d'une ou plusieurs Prestations, telles que définies aux Conditions Particulières de la présente Convention, la Caisse d'Épargne devra alors préalablement être destinataire :

- d'un original du mandat donné par la Société du Groupe considérée au CLIENT,
- ou de pouvoirs bancaires autorisant explicitement l'exécution des Prestations.

A tout moment, la Société mandante peut révoquer le mandat donné au CLIENT et le CLIENT renoncer au(x) mandat(s) qu'il a reçu(s). La Caisse d'Épargne devra alors être informée de la révocation ou de la renonciation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard dix (10) Jours Ouvrables avant la date d'effet de la révocation ou renonciation souhaitée.

En tout état de cause, le CLIENT s'assurera, préalablement à chaque échange, que les comptes et les Services Bancaires effectivement utilisés par les Sociétés du Groupe coïncident avec ceux mentionnés expressément dans le ou les mandats en vigueur. A défaut, les ordres de paiement ne seront pas exécutés et les services de restitution ne pourront être fournis.

ARTICLE 5 – PREUVE ET DÉLAI DE RÉCLAMATION

Les règles applicables en ce qui concerne la preuve et les délais de réclamation sont celles énoncées dans les Conventions de compte courant ou les avenants à ces conventions signés par actes séparés.

ARTICLE 6 – TARIFICATION

Les opérations de prélèvement SEPA Interentreprises émises sont soumises à la tarification prévue aux conditions particulières de la présente convention, et à défaut dans les Conditions Tarifaires applicables à la Convention de compte courant du CLIENT.

Le Client s'oblige à payer et autorise par la présente la Caisse d'Épargne à prélever automatiquement et mensuellement sur son compte courant principal ou le compte choisi aux présentes Conditions Particulières, le montant des sommes dues au titre des présentes.

Tout défaut de paiement ouvre la faculté à la Caisse d'Épargne de suspendre la présente convention sans préavis ni formalité.

La tarification précisée dans les Conditions Tarifaires applicables à la Convention de Compte Courant est susceptible d'évolution. Elle peut être révisée à tout moment par la Caisse d'Épargne. Chaque révision sera portée à la connaissance du Client trente (30) jours avant son entrée en vigueur, par tous moyens, notamment par écrit ou par indication sur les relevés de compte, lettre circulaire

En cas de désaccord sur la nouvelle tarification, le Client aura la possibilité de résilier la présente Convention sans pénalité, par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle tarification.

Sans résiliation de sa part dans le délai de trente (30) jours suivant l'information donnée par la Caisse d'Épargne, le Client est réputé avoir accepté ladite révision.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DES SERVICES

Les dispositions des présentes Conditions Générales peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires ; en ce cas, les modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur des mesures concernées. Le Client sera informé de ces modifications par tous moyens (relevés de compte, lettre circulaire...) trente (30) jours avant leur entrée en vigueur.

Le Client aura la possibilité, pendant un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification qui lui aura été faite, de résilier la Convention sans pénalité, dans les conditions visées à l'article 10 ci-dessous. Sans résiliation de sa part à l'expiration de ce délai de trente (30) jours, le Client est réputé avoir accepté les modifications annoncées.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ

8-1) Responsabilité liée à l'utilisation du service

Les règles d'utilisation du service sont décrites dans la convention EDI DATALIS.

8-2) Responsabilité liée à l'exécution des prélèvements SEPA Interentreprises

La Caisse d'Épargne, banque du bénéficiaire, est responsable à l'égard du CLIENT de la bonne transmission de l'ordre de paiement à la banque du payeur, conformément aux modalités convenues afin de permettre l'exécution de l'opération à la date convenue.

En cas de défaut de transmission, la Caisse d'Épargne retransmet immédiatement l'ordre de paiement à la banque du payeur, qui devient alors responsable de la bonne exécution de l'opération. Dès que le montant a été mis à sa disposition par la banque du payeur, la Caisse d'Épargne redevient responsable à l'égard du CLIENT en opérant le crédit en compte conformément aux obligations qui lui incombent au titre des règles applicables aux dates de valeur.

Cette responsabilité ne s'applique pas aux cas de force majeure ni lorsque la Caisse d'Épargne est liée par d'autres obligations légales prévues par des législations nationales ou communautaires. La Caisse d'Épargne n'est pas responsable de la mauvaise exécution de l'opération si l'identifiant unique fourni par l'utilisateur de service de paiement est inexact et si les règles SEPA dictées ci-dessus non respectées. Si l'utilisateur de services de paiement fournit des informations en sus de l'identifiant unique, la Caisse d'Épargne n'est responsable que de l'exécution de l'opération conformément à l'identifiant unique fourni par l'utilisateur.

ARTICLE 9 – DURÉE ET RÉSILIATION

9-1) Durée de la Convention

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

Toutefois, chacune des parties peut résilier à tout moment la présente Convention. La résiliation deviendra effective au terme d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

9-2) Résiliation de la Convention pour manquement

En cas de manquement par l'une quelconque des parties aux obligations dont elle a la charge au titre des présentes, et auquel il n'aurait pas été remédié dans un délai de huit (8) jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'autre partie pourra prononcer de plein droit la résiliation de la présente Convention.

9-3) Résiliation de la Convention de plein droit

La Convention sera résiliée de plein droit en cas de clôture du compte courant support des opérations objet de la présente Convention ou en cas de résiliation de la convention EDI signée par acte séparé.

9-4) Effets de la résiliation

En cas de cessation du contrat, pour quelque motif que ce soit, les Parties sont tenues de prendre toutes dispositions utiles en vue du dénouement des opérations en cours.

Le CLIENT reste tenu de ses engagements, vis-à-vis de la Caisse d'Épargne et du débiteur, pendant un délai de 14 mois suivant la date d'échéance du dernier prélèvement émis, au titre notamment des sommes dues dans le cadre des demandes de remboursement, visées à l'article 2.2.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE - LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Pour l'exécution de la présente Convention, il est fait élection de domicile par chacune des parties à leur siège social respectif.

La présente Convention est régie par le droit français.

Pour le règlement de toute contestation ou de tout litige qui pourrait se présenter au sujet de la présente Convention, les parties conviennent de rechercher, préalablement à toute procédure contentieuse, une solution amiable. A défaut d'accord, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la Caisse d'Épargne.

ARTICLE 11 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente convention d'émission de prélèvements SEPA Interentreprises, dénommée « la Convention » se compose des présentes Conditions Générales, des Conditions Particulières ainsi que des Conditions Tarifaires applicables.

Elle constitue, avec la convention de compte courant, l'avenant à cette convention, la convention EDI, le cas échéant, et les conventions liées aux différents protocoles utilisés (EBICS, ETEBAC5, SWIFTNET), le cadre contractuel régissant le prélèvement SEPA Interentreprises.

Il est précisé que toutes modifications des modalités définies aux Conditions Particulières, feront l'objet de la signature d'un avenant aux Conditions Particulières visées.

